

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 9

22 JUIN 2013

luttendesclasses@live.fr

Salut aux jeunes combattants antifascistes

Seule la force vaincra les bandes fascistes

Une nouvelle alarmante a secoué le pays : un membre d'une bande fasciste a mortellement frappé le jeune Clément Méric. Le garçon de 18 ans est mort sous le coup brutal et nous lui rendons hommage, en saluant tous ses jeunes camarades qui ripostent aux provocations fascistes.

Or ce crime s'inscrit déjà dans une intensification récente d'activités de groupuscules fascistes. Le mariage homosexuel, cette grande manœuvre de diversion par laquelle le gouvernement de Hollande voulait neutraliser la montée de l'opposition populaire contre ses fricotages avec la bourgeoisie, a donné lieu à leur large déploiement. Les fascistes se sont mêlés aux masses des manifestants mais, pour faire une préparation à grande échelle, ils ont délibérément cherché à assurer leur ascendant par des bagarres physiques. La télévision a abondamment montré les images de leurs assauts sauvages, barres de fer à la main, contre des personnes désarmées, contre des journalistes et des photographes. Aussi, on dénombre une multitude d'agressions, de viols contre des jeunes filles voilées dont il est impossible d'ignorer les auteurs.

Que veulent ces fascistes? D'où viennent-ils ?

L'un des signes important du déclin du capitalisme est indéniablement l'irruption massive des groupes fascistes. Ils apparaissent, secrétés par ce corps décrépit, comme le soutien indispensable de ce système agonisant, qui y recourt obligatoirement à l'approche de sa mort. Toute l'histoire du 20^e siècle nous rappelle douloureusement cette vérité.

C'est face à la menace de la grande révolution ouvrière de 1917 que la bourgeoisie ébranlée enfantait le fascisme. Elle a utilisé les préteurs de Mussolini pour stopper et écraser la fermentation révolutionnaire en Italie. Ensuite, à peine après le début de la première grande crise de 1929, le fascisme d'Hitler a pris en charge le capitalisme chancelant en Allemagne, pour abattre le mouvement ouvrier et transformer les travailleurs en chair à canon.

Aujourd'hui à nouveau, plus la crise déchire ce capitalisme moribond, plus il a besoin de ses auxiliaires fascistes. C'est encore à ce rejeton naturel du capitalisme-impérialisme que revient la tâche d'insuffler une nouvelle vie à son géniteur, pour revigorer son système, épuisé par des assauts directs dans le but d'affaiblir la position ouvrière, pour morceler et réduire ses organisations. C'est la raison pour laquelle les partis et organisations fascistes se sont considérablement renforcés dans tous les pays européens. Il n'y a ni place, ni besoin de les examiner ici. Mais les caractéristiques des partis et groupes fascistes observés en France peuvent être appliqués avec plus ou moins de nuances à l'ensemble européen de ce courant dangereux.

La tactique immédiate des partis de nature fasciste peut varier d'un pays à l'autre. Celle de l'Aube dorée en Grèce, se référant ouvertement à Hitler, diffère effectivement de celle du Front national en France, présenté sous les couleurs d'un travesti démocratique. Mais en dépit de leur grande diversité tactique, ils représentent partout et invariablement la même orientation et le même programme politique.

La marque indélébile de cette politique, exactement la même dans tous les pays, est la volonté résolue de sauver la bourgeoisie. C'est très visible lorsque, vu la dégradation continue de la situation, ils rendent responsables et agressent - non pas la bourgeoisie - mais les travailleurs immigrés ! Cette détermination d'occulter et de ménager la bourgeoisie, de charger les travailleurs immigrés comme coupables de tous les maux est le signe de classe inflexible et le plus sûr du fascisme. Il réunit tous les partis et groupes fascistes, indépendamment de leur tactique. Dans le passé, pour protéger les capitalistes, Hitler et consorts ont désigné les juifs comme responsables des désastres sociaux. Aujourd'hui, une partie importante des travailleurs européens, les immigrés, jouent ce rôle dans l'argumentation raciste des fascistes.

Le Front national a, pour le moment, renoncé à pratiquer la bastonnade et l'attaque physique directe, comme le fait l'Aube dorée en Grèce, ou comme l'ont fait les bandes de « chemises noires » de Mussolini ou des SA de Hitler. Non, le Front national de Le Pen s'est affranchi de ce sale boulot. Il se « contente » de

désigner la cible, certain que les diverses bandes fascistes, tenues à l'écart, mais qui prolifèrent en biberonnant ses poisons racistes, s'acquitteront de cette tâche. Une simple division de travail : le Front national « ne commet pas de crime », il en est « seulement » l'instigateur !

Indulgence au nom de la démocratie

La première chose inacceptable est que nombreux sont ceux qui ferment les yeux devant ce fait évident, en tombant dans le panneau d'un mirage démocratique où Le Pen « ne défendrait que ses idées »... comme les autres. Qu'un fait aussi monstrueux que des centaines de milliers de travailleurs, une proportion très importante de la classe ouvrière française, puisse être mise en accusation de la sorte, est en soi une dégradation évidente et de la pensée politique et de la démocratie. Normalement, il faudrait proscrire une telle perversion de la vie politique. Mais si au contraire, une telle mise en cause prospère et bénéficie même d'une certaine indulgence, c'est parce que l'ambiance politique générale, profondément contaminée, lui est favorable.

Le glaive de la justice soi-disant indépendante reste suspendu au-dessus de la tête de ces travailleurs. Elle ne menace pas les charges véhémentes et infondées de Le Pen, elle n'y cherche pas l'instigation des crimes des bandes fascistes. Or, il ne s'agit pas seulement de cette justice qui, d'ailleurs, prononce des non-lieux l'un après l'autre sur les crimes économiques évidents des coupables bourgeois.

Tout l'appareil répressif de l'Etat est concentré sur l'intimidation, la surveillance et le contrôle des travailleurs immigrés. A la tête de la police, la tâche centrale du ministre Manuel Valls est d'exercer une contrainte permanente sur ces travailleurs et d'organiser leur refoulement et leur punition, - du fait même de leur appartenance à cette catégorie. Ses cibles principales sont les fractions les plus vulnérables de ces travailleurs, comme les jeunes des banlieues et les Roms immigrés. Certes, Hollande et C^{ie} ne veulent pas aider Le Pen, et encore moins les bandes fascistes. Mais dans un registre différent de celui du Front national, ils nourrissent de munition anti-immigrée aussi bien la prose fielleuse du FN que les actions des bandes fascistes. Ils infusent ainsi ce poison délétère qui infecte l'atmosphère.

Rien d'étonnant que, dans ces conditions, les tribunaux et les actions judiciaires, même s'ils devraient être beaucoup plus sévères, sont incapables d'éradiquer ce fléau. Quant aux âmes humanistes bien intentionnées qui croient pouvoir repousser le fascisme avec des paroles lénifiantes, elles valent autant que la conviction des bonnes sœurs qui veulent chasser le diable avec de l'eau bénite.

Leur but : répandre la terreur dans la rue

L'histoire nous enseigne une autre attitude. Les bandes fascistes veulent occuper la rue et tout l'espace public pour y installer et répandre l'intimidation et la terreur. Alors, tout simplement, il faut rendre impossible un tel déploiement. Il faut occuper la rue ! Non pas pour les « convaincre » ou dialoguer avec eux. Les fascistes ne comprennent qu'un seul argument : la force. C'est uniquement en leur opposant la force des travailleurs que l'on peut les vaincre.

L'histoire nous enseigne aussi que les travailleurs immigrés ne sont que les premiers visés. Les autres suivront, comme en Grèce, où les fascistes élargissent déjà leurs attaques contre les ouvriers grecs eux-mêmes et leurs organisations. Ils font toujours ainsi... si on les laisse faire !

Des groupes de jeunes ont cent fois raison d'engager la lutte contre la vermine fasciste à Paris et ailleurs. Mais ce serait une grave erreur de laisser ces quelques groupes de jeunes seuls face aux fascistes. C'est la tâche de l'ensemble du mouvement ouvrier de prendre en main cette lutte indispensable, de nettoyer les rues des bandes fascistes, en cimentant par là aussi l'unité de toute la classe ouvrière : immigrée et non-immigrée.

Balazs Nagy

ASSOCIATIONS OUVRIERES

Suite à notre proposition de mettre en place des Associations ouvrières, publié dans le n°6 de ce journal, les réponses sont autant marquées par sympathie que par interrogations: quelle place entre les organisations politiques et syndicales existantes, avec quelles forces dispose-t-on, où sont les ouvriers après tant de licenciements, de peur de chômage et d'amertume à l'égard des socialistes hissés au pouvoir? Certains camarades se demandent même est-ce qu'on peut encore parler de « classe ouvrière ». Entre « salarié » et « citoyen » la notion de l'ouvrier n'existerait plus, elle serait le vestige des siècles révolus.

Or c'est justement là que réside la faute de raisonnement. Ci-dessus nous évoquons brièvement la pensée si fraîche et si marxiste d'Antonio Gramsci des années 1918-20 et son combat si léniniste, si étranger à tout dogmatisme, face aux préjugés réformistes, syndicalistes et gauchistes. Ensuite, d'un numéro à l'autre, nous regarderont de près les expériences historiques et actuelles d'ailleurs, comment les travailleurs se mettent à la tâche pour se forger leur propre outil de lutte, non à l'opposé de leurs syndicats ou partis politiques, mais en les rendant à leur service, en tant que moyen de renversement du capitalisme et d'établissement d'une société plus riche, plus libre et plus juste, donc socialiste.

Réfléchir à ces questions ne signifie pas altérer notre projet: avant de penser à un instrument de lutte, nous proposons plus modestement à créer un cadre de reconstitution du tissu de classe si délabré par le chômage, racisme anti-immigré et idéologie libérale d'individualisme forcené, de regrouper les travailleurs qui sont malgré nos bonnes intentions syndicales et proclamations politiques sonores dans la grande majorité abandonnés à eux-mêmes.

Antonio Gramsci

Ouvrier, c'est plus qu'un « salarié » ou un « citoyen »

Nous ne saurions trop recommander la lecture réfléchie de ce premier volume des *Ecrits politiques* du fondateur du Parti communiste italien, qui couvre la période de 1914 à 1920. Faute de pouvoir le publier dans l'intégralité, nous suivrons la pensée de Gramsci dans ses deux articles « Syndicats et conseils » et « Syndicalistes et conseils », publiés dans *Ordine nuovo*, en octobre et novembre 1919. A Turin, ville d'automobile, « Petrograd italien », c'est la fièvre ouvrière et création spontanée des conseils ouvriers, dont Gramsci sera l'agitateur et théoricien hors pair, et qui débouchera l'année suivante à la grande grève avec l'occupation. C'est un ouvrier de l'usine qui attire l'attention de la rédaction du journal (Tasca, Togliatti, Gramsci) à l'activité spontanée des ouvriers, confrontés à l'inertie conservatrice de la bureaucratie syndicale, qui se considère organe de lutte (soviet) et même base du futur Etat ouvrier déjà tout fait, et à « l'amateurisme plat et verbeux » des ultragauches. Chez les uns, comme chez les autres, c'est « une absence totale de compréhension de la psychologie des masses prolétariennes ». Le syndicat est une création historique permettant aux propriétaires de la force de travail de se regrouper et d'imposer au capital le prix et les horaires dans la lutte concurrentielle.

« La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société: il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien. Il n'offre aucune possibilité de choisir des individualités prolétariennes capables de diriger la société et dignes de le faire. Les hiérarchies en mesure d'incarner l'élan vital, le rythme de progrès de la société communiste, ne peuvent venir de lui.

La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées, proportionnellement à la contribution que chaque corps de métier et chaque branche du travail apporte à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité, c'est là une institution de classe, c'est une institution à valeur sociale. Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser.

C'est pourquoi le Conseil réalise l'unité de la classe laborieuse, il donne aux masses une cohésion et une forme qui sont de même nature que la cohésion et la forme que prend la masse dans l'organisation générale de la société.

Le Conseil d'usine est le modèle de l'Etat prolétarien. Tous les problèmes inhérents à l'organisation de l'Etat prolétarien sont inhérents à l'organisation du Conseil. Dans l'un comme dans l'autre, la notion de citoyen perd de sa valeur et est remplacée par la notion de camarade, la collaboration pour produire bien et utilement, développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'aux plus vaniteux et au plus « dandy » des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation de l'usine: tous finissent par acquérir assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste. Le Conseil est l'organisme le mieux adapté à l'éducation réciproque et au développement du nouvel état d'esprit social que le prolétariat soit parvenu à tirer de l'expérience vivante et féconde de la communauté de travail. La solidarité ouvrière qui se développait, au sein du syndicat, dans la lutte contre le capitalisme, dans la souffrance et dans le sacrifice, est, au sein du Conseil, une valeur positive, permanente; elle entre jusque dans le moindre instant de la production industrielle, on la trouve dans la joie que l'on éprouve à être conscients de constituer un tout organique, un système homogène et compact qui, en travaillant utilement, et en produisant de façon désintéressée la richesse sociale, affirme sa souveraineté, réalise son pouvoir et sa liberté, créatrice d'histoire. » (pp.280-281, éd. Gallimard)

Le syndicalisme - réformiste, comme révolutionnaire - ont échoué

Après avoir refusé toute filiation entre le mouvement des délégués d'ateliers et ce « congrégat syndicaliste de fabrication indigène », « fait de démagogie, de verbalisme emphatique pseudo-révolutionnaire, d'esprit d'indiscipline et d'irresponsabilité, d'agitation maniaque de quelques individus à l'intelligence limitée, pauvres d'esprit et forts en gueule, qui, jusqu'à présent, ne sont parvenus qu'à faire occasionnellement des ravages dans la volonté des masses », Gramsci conclut:

« La théorie syndicaliste a complètement échoué à l'épreuve concrète des révolutions prolétariennes. Les syndicats ont fait preuve de leur incapacité (suite à la page deux)

(suite de la première page)

organique à incarner la dictature du prolétariat. Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses: quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit, ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du « beure sur le pain ». L'accroissement quantitatif détermine un appauvrissement qualitatif et une confortable installation à l'intérieur des structures sociales capitalistes; elle détermine l'apparition d'une mentalité ouvrière pouilleuse, étroite, digne de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Et pourtant, c'est un devoir élémentaire du syndicat que de recruter la totalité de la masse, d'intégrer dans ses cadres tous les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Le moyen n'est donc pas adapté à la fin, et puisque tout moyen n'est qu'un moment de la fin en train de se réaliser, de s'accomplir, il faut bien en conclure que le syndicalisme n'est pas un moyen d'arriver à la révolution... »

« Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers, non en tant que producteurs, mais en tant que salariés, c'est-à-dire en tant que créatures du régime capitaliste de propriété privée; en tant que vendeurs de la marchandise-travail. Le syndicalisme unit les ouvriers en fonction de l'outil du travail ou de la matière à transformer, ce qui revient à dire que le syndicalisme unit les ouvriers selon les formes qu'impose le régime capitaliste, le régime de l'individualisme économique. Le fait de se servir d'un outil de travail plutôt qu'un autre, de modifier une matière première donnée plutôt qu'une autre, révèle des différences d'aptitudes et de capacité à l'effort et au gain; l'ouvrier se fige dans sa propre capacité et sa propre aptitude et il les conçoit non comme un moment de la production, mais comme un simple moyen de gagner sa vie.

Le syndicat professionnel ou le syndicat d'industrie, en l'unissant à ses camarades du même métier ou de la même industrie, avec ceux qui, dans le travail, se servent du même outil ou transforment la même matière que lui, contribue à renforcer une telle mentalité, il contribue à le rendre toujours davantage incapable de se concevoir comme un producteur, et l'amène à se considérer comme une « marchandise », offerte sur un marché national et international où s'établit, par le jeu de la concurrence, son propre prix et sa propre valeur.

L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivante en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé de l'administration, de l'ingénieur, du directeur technique. L'ouvrier peut se concevoir comme étant lui-même producteur si, après s'être inséré psychologiquement dans le processus particulier de production d'une usine déterminée (comme, par exemple, à Turin, celui d'une usine de construction automobile) et après s'être pensé lui-même en tant que moment nécessaire et indispensable de l'activité d'un ensemble social qui produit des automobiles, il franchit une nouvelle étape et devient conscient de l'ensemble de l'activité turinoise de l'industrie automobile, et il conçoit alors Turin comme une unité de production caractérisée par l'automobile, et il réalise qu'une grande partie de l'activité laborieuse turinoise n'existe que parce qu'il existe et se développe l'industrie de l'automobile, et que, par conséquent, les travailleurs de ces multiples activités générales sont, eux aussi, des producteurs de l'industrie de l'automobile, parce qu'ils sont les créatures des conditions nécessaires et suffisantes pour que cette industrie existe. A partir de cette cellule: l'usine, considérée comme une unité, comme l'acte créateur d'un produit déterminé, l'ouvrier s'élève à la compréhension d'unités toujours plus vastes, jusqu'à la nation, qui est dans son ensemble un gigantesque appareil de production caractérisé par ses exportations, par la somme de richesses qu'elle échange contre une somme de richesses équivalentes, confluant de tous les coins du monde, venant de tous ces autres gigantesques appareils de production dans lesquels se divise le monde. Alors l'ouvrier est vraiment un producteur, parce qu'il a pris conscience de sa fonction dans le processus productif, à tous les degrés, depuis l'usine jusqu'à la nation, puis au monde; alors, il sent ce qu'est la classe, et il devient communiste, parce que, pour lui, la propriété privée n'est pas une fonction de la productivité; et il devient révolutionnaire parce qu'il conçoit le capitaliste, le propriétaire privé, comme un poids mort, comme un obstacle, qu'il faut éliminer. Alors, vraiment, il conçoit « l'Etat », il conçoit ce qu'est une organisation complexe de la société, parce qu'elle se ramène à la forme d'un gigantesque appareil de production qui, avec tous ses rapports, avec toutes les fonctions nouvelles et supérieures qu'exige sa terrible grandeur, reflète la vie de l'usine, et représente l'ensemble, harmonisé et hiérarchisé, des conditions nécessaires pour que son industrie, pour que son usine, pour que sa personnalité de producteur vivent et se développent » (pp.283-286)

Introduction et sélection:

Radoslav Pavlovic

Le capitalisme au point de non-retour

Contrairement à la croyance générale, les attaques sauvages répétées contre les avantages matériels des ouvriers et de tous les travailleurs, ainsi que la démolition systématique de leurs droits, n'ont pas débuté avec la dernière grande crise. C'est, dans le meilleur des cas, une grande erreur de l'affirmer mais, en réalité, cet argument est généralement utilisé par les politiciens et les journalistes bourgeois comme un gros mensonge. Il sert à présenter l'ensemble des mesures brutales actuelles comme le moyen de solution de la crise, certes douloureux, mais nécessaire, en somme comme un remède de cheval. C'est l'argument principal des dirigeants européens – non élus ! – repris en chœur par tous les gouvernements, comme par celui de Hollande, – malgré toutes les promesses antérieures de ce caméléon.

Mettons ces agressions bien connues sous cet éclairage particulier. Le premier grand avantage de ce mensonge apparaît alors dans le camouflage qui cache cette offensive contre les forces vitales de la classe ouvrière derrière les appels hypocrites à agir contre la crise. Le deuxième gros avantage, tout aussi important, qu'il procure aux puissants, c'est qu'il dissimule (très mal mais efficacement) le fait décisif que ces mesures sont invariablement destinées à renforcer la bourgeoisie, ses intérêts et ses positions. La nature particulière, inhérente à ces dispositions, proclamées comme neutres et « purement » économiques, est en fait, carrément et visiblement, une nature de classe où les pertes imposées aux travailleurs apparaissent nécessairement comme des bénéfices accordés aux bourgeois. Ainsi le bonheur de ces fortunés s'épanouit sur le malheur des prolétaires; la détresse de ces derniers se mue en jouissance des gros possédants. Tous les travailleurs connaissent bien ce contenu de classe caractéristique de plans dits « anticrise », parce qu'ils les vivent et les expérimentent comme causes et instruments de leur dépossession et de leur appauvrissement.

Sur les causes profondes des attaques bourgeoises

Mais ils manquent peut-être d'arguments contre le mensonge de base qui veut nous faire croire que ces mesures sont liées à la crise et sont appliquées comme ses antidotes indispensables. Or, c'est sur cette invention fautive que repose tout l'édifice de la propagande bourgeoise. Bien entendu, la crise n'est pas étrangère à ces attaques, et l'on verra plus loin le rôle spécifique qu'elle y remplit. Mais avant d'y arriver, il est nécessaire de préciser, contre les affirmations mensongères, que l'attaque générale du capital contre les avantages et les acquis des travailleurs a été déclenchée bien avant cette crise.

C'est avec les années 1970 et surtout 1980 que la bourgeoisie mondiale est passée à l'attaque générale contre les droits des travailleurs. Le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne et celui de Reagan aux USA ont inauguré et systématisé ces attaques en développant toute une ligne économique et politique connue sous le nom de néo-libéralisme. Celui-ci était – et reste – entièrement basé et focalisé sur la détermination résolue et tenace de démanteler et supprimer les avantages ouvriers codifiés après la guerre dans ce qu'on appelle « Etat providence » (Welfare State). Parallèlement, ils s'en sont pris au mouvement ouvrier pour affaiblir et annihiler – avec le concours non négligeable de la bureaucratie ouvrière – les moyens de défense des travailleurs, surtout ses organisations. On sait comment Thatcher a pu venir à bout de la puissante et longue grève des mineurs britanniques en 1984, en utilisant la défaite de celle-ci pour imposer une série de dispositions antisyndicales.

Pourquoi ce changement, après toutes les années d'une soi-disant tranquillité, que certains s'obstinent encore à appeler « trente glorieuses » ? N'oublions pas cependant que pendant ces années « tranquilles » et seulement en France, les mineurs ont déclenché leur magnifique grève de 1963. En 1968, le pays a connu une grève générale de deux mois avec 10 millions d'ouvriers grévistes, certainement pas sans raison ! Mais redoutant une grande riposte ouvrière, le capital n'avait pas encore engagé une attaque globale et généralisée dans ces années-là (De Gaulle s'est brûlé les doigts en essayant de le faire). Il devait donc satisfaire son appétit féroce et permanent avec les résultats partiels de ses guérillas sporadiques mais incessantes pour reprendre et diminuer, raccourcir et grignoter petit à petit les avantages ouvriers qu'il avait lui-même dû concéder auparavant.

Mais la courte période historique, pour se refaire une santé par la prospérité artificielle basée sur la grande reconstruc-

tion d'après-guerre, ainsi que sur le dollar américain revigoré par la guerre, était définitivement terminée. De nombreux signes d'essoufflement ont profondément ébranlé l'ensemble du capitalisme mondial. C'est pour cette raison qu'il a changé d'attitude en rejetant la politique de concession (keynésianisme), et non parce qu'il serait brusquement devenu méchant et stupide (il l'a toujours été), – contrairement à ce qu'avancent bon nombre de journalistes et consorts qui veulent nous faire avaler pareille absurdité. (Hélas, certains politiciens de gauche sont tombés aussi dans ce panneau.) En somme, le capital s'est heurté brutalement et périodiquement aux obstacles multiples de son propre développement, obstacles inhérents à sa nature, mais érigés enfin comme ses limites et ses freins. Il fallait changer le mécanisme.

Causes de la gangrène financière

Le capital se trouvait de plus en plus bloqué dans sa contradiction fondamentale entre son appareil de production devenu gigantesque et un marché mondial de plus en plus rétréci. Ainsi, très tôt, les capitalistes et leurs les dirigeants politiques de tous les grands pays se sont trouvés confrontés aux vicissitudes multiples qui en résultaient et désignaient clairement les limites du système. Ils ont dû se rendre compte du problème colossal de l'insuffisance chronique de leurs exportations et du ralentissement général du rythme de la croissance, puis de la chute sensible de la rentabilité de leurs investissements. Mais, découverte atroce pour eux, ils devaient subir la pression de l'état resserré entre l'augmentation vertigineuse de leurs dépenses et la réduction de leurs recettes. Il fallait faire face aussi aux convulsions névralgiques et incontrôlables du système monétaire proche de l'explosion, de même qu'à l'inflation galopante. Et ainsi de suite...

Tout cet ensemble a mis en évidence le fait indéniable que le système capitaliste est arrivé au bord de son effacement. Des phénomènes indiscutables ont ainsi mis en forme concrète et saisissable la caractérisation pertinente de cette phase impérialiste, que Lénine a qualifiée en 1916 de « capitalisme agonisant ».

Mais le capitalisme ne s'écroule pas automatiquement. Il ne succombe jamais sous le poids de ses propres contradictions, aussi mortelles qu'elles soient. Il trouve toujours des moyens pour s'en sortir, quitte à les rendre encore plus déshonorantes et leurs conséquences plus douloureuses. Si on le laisse faire. On a laissé faire, et il a agi, sans plan préconçu, en suivant son instinct de classe. Il a complètement libéré la monnaie, moyen du capital financier déjà à sa disposition, de son entrave de l'or qui la liait à la réalité. Ainsi relâchée, il l'a manipulée à sa guise, et a propulsé le capital financier à la commande souveraine de toute l'économie. Depuis lors celui-ci revendique la primauté sur une production devenue défaillante et inadéquate pour la création de la richesse.

Le monde entier passait à cette nouvelle forme du capitalisme-impérialisme où le capital financier sortait de son partenariat plus ou moins égalitaire avec le capital industriel (la phase impérialiste) pour devenir dictature incontestée, telle que nous la connaissons aujourd'hui. On connaît les souffrances immenses des travailleurs qui en ont résulté, mais aussi les plaintes et critiques innombrables venant d'autres victimes de cette restructuration de l'économie impérialiste. N'oublions jamais qu'en Europe, c'étaient des gouvernements socialistes (?) et sociaux-démocrates qui ont accompli ces transmutations : après Thatcher, Tony Blair en Grande-Bretagne, puis Mitterrand en France, finalement Gerhard Schröder en Allemagne. Comme conséquence inévitable, ces partis « socialistes » sont devenus aussi différents des partis bourgeois qu'un œuf est différent d'un autre.

Quel est le sens profond de cette restructuration très sensible mais restant dans le même cadre de l'économie impérialiste déjà connue depuis le début du XX^e siècle ? En gros, il s'agissait au début de faire concourir beaucoup plus les opérations financières proprement dites à la croissance insuffisante du capital. Puis de supplanter carrément (mais pas complètement !) l'apport du capital productif – jusque et y compris la majeure partie de sa propre accumulation – par les offres de ce même capital financier outrageusement boursouflé. Mais ces opérations et campagnes financières fondées sur la spéculation demeuraient détachées de la production, et leurs résultats chiffrés par milliards ne reposaient pas sur les produits utiles et concrets du travail, mais sur du papier. Leur multiplication démesurée ne créait donc aucune valeur nouvelle. Ainsi la part de celle-ci dans l'économie mondiale déclinait encore plus, parallèlement à la croissance des milliards de monnaie de singe. Ce mouvement désignait très

clairement une nouvelle période dans la décadence générale du capitalisme-impérialisme où la putréfaction du système dénoncée par Lénine a pris cette forme concrète et repoussante.

La nouvelle forme de la putréfaction du capitalisme

Un autre aspect récent de cette putréfaction, lié au précédent, c'est, dans ces conditions, l'incapacité des Etats d'équilibrer leur budget. Il est vrai, sur le papier, que pour pallier au moins en partie à la diminution constante de leurs recettes, ils auraient pu rompre radicalement avec la pratique traditionnelle des Etats bourgeois, et taxer les riches en conséquence. Mais cette vérité générale est une impossibilité pratique dans et pour l'Etat bourgeois. On voit très bien que même la promesse vague d'une taxation modeste de 75% des riches n'a été suivie que de renoncements burlesques à ce projet. Au lieu de cela, les Etats ont donc emprunté massivement et régulièrement pour couvrir leurs dépenses. La bourgeoisie a ainsi opéré très rapidement une transformation radicale de ces Etats jadis souverains en débiteurs permanents du capital financier. Une nouvelle forme de condition de servage ou de vassalisation s'est mise en place où la servitude du serf au seigneur et la subordination du vassal au suzerain sont remplacées par un lien qui accroche le débiteur à son créancier encore plus solidement et définitivement que les toiles d'araignée ligotent leurs victimes.

Cet endettement généralisé est, avec sa gangrène financière, l'autre face du pourrissement du capitalisme. Ils démontrent une décomposition déjà avancée de ce système dont les serviteurs bien rétribués maintiennent pourtant la légende que non seulement il n'y a aucune alternative pour le remplacer, mais lui prédisent, Hollande en tête, une proche résurrection.

Or ces balivernes sont aussi démenties par le fait que le renouveau de la bourgeoisie, même par la tangente, à sa mission longtemps affirmée de capitaine de l'industrie, pour prendre le rôle moins enviable d'usurier, n'est qu'une partie de sa recherche assidue pour augmenter ses revenus défallants. Comme tout le monde le sait, une autre part, considérable, résulte de la baisse sérieuse de la part des ouvriers dans la richesse nationale déjà rétrécie, et de l'amputation ou même de la suppression de tous les avantages matériels et spirituels que les travailleurs ont arrachés par une lutte longue et difficile.

On dirait que la crise est arrivée à point nommé pour cette bourgeoisie chance-lante. Même si elle touche ses couches inférieures, elle est utilisée par ses élites et ses régisseurs comme l'instrument commode de la réorganisation de ses propres rangs en avalant les plus faibles. Mais surtout comme un moyen et une référence pour prolonger et étendre, concentrer et systématiser toutes ses agressions économiques, sociales et culturelles contre les travailleurs en une offensive permanente et générale. Elle signale que le capitalisme est arrivé à une phase prononcée de son déclin où il doit reprendre toutes les réformes qu'il a concédées auparavant, quitte à se décomposer plus rapidement. C'est pour cette raison qu'il doit se montrer sous son visage authentique, celui du prédateur.

Non sans une certaine réticence. La démolition des anciennes réformes et les attaques contre elles sont toujours accompagnées de propos qui paraissent comme des demi-excuses, indiquant que c'est la crise qui rendrait impossible le maintien de ces avantages. Ce mensonge sert donc à la fois comme chantage pour faire avaler ces pilules amères, mais aussi comme une sorte de promesse de les réinstaller une fois la crise finie. Mais cette promesse-là est silencieuse, elle n'est jamais formulée. Les menteurs les plus cyniques ou les jobards les plus niais ne s'aventurent jamais jusque-là. Par contre, en supprimant les avantages, on entend très souvent la remarque que « l'on a vécu au-dessus de nos moyens ! ». Ce qui est un aveu très clair de ce que des salaires décents et des conditions acceptables pour tous les travailleurs sont effectivement « au-dessus des moyens » du capitalisme.

Un tel système est voué à une longue décomposition dont chaque étape sera ponctué par d'autres attaques : tantôt brutales et violentes, tantôt sournoises et raffinées. La croyance aux promesses vagues et débiles de Hollande (ou de n'importe qui d'autre) sur un retour prochain de jours meilleurs condamne les travailleurs à la paralysie. Alors que le tableau sinistre que le système donne de lui-même ne suggère qu'une seule conclusion : il doit disparaître. La tâche centrale est donc la préparation conséquente et tenace, profonde et continue de ce moment.

Balazs Nagy